

Non seulement le gouvernement a essayé d'aider les agriculteurs en difficultés financières mais il a également essayé d'encourager la production de récoltes plus particulièrement adaptées à des régions données, et ce, pour réduire les pertes possibles. Je suis heureux de constater qu'en dépit de certaines critiques, le député en règle générale a approuvé les mesures prises.

• (1750)

L'hon. M. Hamilton: Monsieur le président, en revenant à la Chambre des communes, je ne m'attendais certainement pas que mon premier discours traite d'agriculture, mais il semble que ce soit mon destin. Je voudrais dire quelques mots à l'intention du ministre de l'Agriculture qui est absent aujourd'hui; non seulement je lui offre mes condoléances à propos de son poste, mais également je le félicite de ce que je crois être une nouvelle attitude envers la commercialisation des céréales au Canada. Il y a trois semaines, il a demandé aux agriculteurs de l'Ouest du Canada de produire le plus de céréales possible. J'y étais et j'ai approuvé ces paroles car elles étaient en contradiction directe avec tout ce que nous avons entendu dire depuis quatre ans.

La population du pays en général ne peut comprendre ces crédits de 8 ou 9 millions de dollars actuellement examinés en comité que si cette question est replacée dans sa perspective. Au cours des quatre dernières années, on a pu voir le gouvernement se diriger dans la mauvaise direction concernant la commercialisation, réduire les revenus des cultivateurs à un niveau où ils ne pouvaient accumuler de réserves pour parer aux urgences qui se présentent, que ce soit dans la région de rivière de la Paix, dans l'Est de l'Ontario, dans les Maritimes ou les Cantons de l'Est du Québec. C'est une décision délibérée qu'a prise le gouvernement après trois années d'étude et il a lancé le pays dans la mauvaise direction.

Aujourd'hui, les affamés du monde condamnent le Canada de ne pouvoir faire ce qu'il aurait d'élémentaire à faire, à savoir, produire des aliments pour le monde, quelque chose que nous pourrions faire efficacement. En laissant le revenu de nos cultivateurs diminuer jusqu'au niveau qu'il a atteint en 1969 et en 1970, nous avons retiré aux cultivateurs leur capacité de produire des aliments et de satisfaire à la demande mondiale aujourd'hui.

Tous les Canadiens qui réfléchissent à la situation du monde interdépendant dans lequel nous vivons considèrent comme une honte qu'au cours des quatre dernières années le Canada ait été un importateur net de bœuf à une époque où le monde connaît une pénurie grave de protéines. Aucun gouvernement au pouvoir au cours des quatre dernières années ne peut se soustraire à cette inculpation. Il ne sert à rien de dire aux gens dans le monde qui ont besoin de ces protéines que nos amis américains importent aussi du bœuf parce que leur gouvernement est coupable du même méfait. Les États-Unis ont retiré des terres à la production et appliqué des restrictions. C'est pourquoi les cultivateurs américains, en fait le peuple américain, se retrouvent aux côtés des Canadiens aussi coupables et entachés de honte qu'eux de ne pas avoir fait les choses fondamentales qu'ils auraient dû faire.

C'est au sujet des grains que je veux m'attaquer avec plus de force. Je louerai le ministre de l'Agriculture tant qu'il restera sur le droit chemin, c'est-à-dire de donner de l'expansion à la production. Quand les gens ont faim, tout ministre ou gouvernement qui vote des restrictions sur la production des aliments dans un pays qui peut les pro-

Subsides

duire comme le Canada est coupable non seulement devant le Parlement mais aussi devant le pays et devant sa propre conscience. Je tiens à le signaler très clairement.

Dans tout le monde occidental, l'avenir de l'agriculture est, depuis 15 à 20 ans, l'objet de débats. Les économistes du monde entier étudient les débouchés traditionnels de certains produits. Par exemple, en ce qui concerne le blé, dans des débouchés européens pour les céréales panifiables, ces économistes constatent une consommation par habitant de ces céréales en déclin, et puisque la population n'augmente pas à un rythme suffisant pour combler le déficit, il faudrait, selon les économistes, conseiller aux cultivateurs des régions productrices de ces céréales de diminuer leur production.

Dans ce tableau, ils ne tiennent pas compte des deux milliards d'habitants de l'Asie, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique qui voudraient obtenir des aliments quelconques, qu'ils y soient habitués ou non. Ils ne tiennent pas compte de l'entrée de la Chine sur la scène comme acheteuse régulière des céréales panifiables des pays occidentaux. Ils ne tiennent pas compte de ce que la Russie, ayant étendu sa production agricole aux monts Oural et aux terres ingrates et sèches de cette région, se présente périodiquement sur le marché pour acheter plusieurs centaines de millions de boisseaux de céréales. Ils ne tiennent compte d'aucun de ces nouveaux facteurs. Ils ne voient pas dans la conjoncture que si, il y a deux ans, la moyenne des échanges de blé entre les pays du monde était d'environ un milliard de boisseaux par an, elle dépasse aujourd'hui deux milliards de boisseaux par an et continue d'augmenter. Alors que, il y a dix ans, il y avait un surplus, il n'y en a pas du tout aujourd'hui.

Lorsqu'on a tant parlé de surplus à la Chambre il y a deux ans, on comptait à cette époque un excédent de deux milliards et demi de boisseaux de céréales, ce qui était insuffisant pour une mise en marché d'un an. Aucun commerçant ne peut demeurer en affaire sans stock, mais nous avons supprimé notre inventaire. C'est ce dont je veux parler, monsieur le président, pour m'exprimer très simplement.

En plus des conseils qui nous ont été donnés par des économistes, nous avons reçu les conseils de deux qui connaissent les besoins des gens—les hygiénistes alimentaires, les démographes et les sociologues. Une conférence a eu lieu au Canada au mois de juin 1968, la première et la seule conférence du genre tenue au Canada à laquelle assistaient tous les spécialistes des Fondations Ford et Rockefeller et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. A cette conférence, les représentants ont exposé toutes les initiatives qu'il avaient prises pour provoquer une révolution des céréales dans le monde entier, mais ils ont avoué qu'en dépit de tous leurs efforts en milieu marin et dans les terres arides, ils seraient incapables de répondre aux besoins de la population du monde entier. Ils exhortaient donc les gouvernements à s'efforcer de produire toutes les denrées possibles. Des chiffres ont été cités révélant qu'ils étaient voués à l'échec.

Le ministre de l'Agriculture dans le gouvernement précédent, l'honorable H. A. Olson, avait obtenu ces renseignements et il avait assisté à la séance de l'OAA tenue à Rome en novembre. Le 11 novembre, il avait pris la parole devant les pays membres de l'OAA et avait promis l'appui total du Canada, en vue d'accroître la production pour suppléer à cette pénurie de production alimentaire dans le monde entier. Il avait fait cette promesse en notre nom. Trois mois plus tard, il l'a désavoué à la Chambre.